



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

Matinée-Débat

Bilan Compétitivité 2009

UEL, le 12 novembre 2009



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

1. Tableau de bord 2009

Indicateur synthétique

• Récession économique

	2007	2008	2009	2010	2011
PIB (prix constants)	6,5%	0,0%	-3,6%	1,1%	1,8%
Inflation	2,7%	4,1%	0,0%	1,8%	1,7%
Emploi	4,4%	4,7%	1,1%	-1,3%	0,0%
Chômage	4,2%	4,9%	6,2%	7,3%	7,7%
Dette publique	6,6%	13,5%	15,0%	16,4%	17,7%

Source : Prévisions d'automne de la CE

■ Classements selon l'indicateur synthétique

■ Constat général : Perte de compétitivité

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	10	11	14	10	12	12	11	11	8
Finlande	2	3	4	4	3	4	2	2	4
France	12	12	15	11	13	13	13	13	10
Belgique	22	25	18	17	15	20	20	20	19
Luxembourg	7	9	9	9	7	8	8	10	13
Pays-Bas	6	4	6	5	5	5	5	3	3
Royaume-Uni	18	19	21	20	17	11	12	12	11
Slovénie	14	14	11	12	10	10	10	7	7
Suède	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Source : Observatoire de la compétitivité

Perte de compétitivité

- **Dégradation continue de la compétitivité de l'économie du Luxembourg depuis 2004**
- **Perte de 3 positions par rapport à 2007 et le Luxembourg se place ainsi à la 13^e place**

Indicateur synthétique par catégorie

2008	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. D	Cat. E	Cat. F	Cat. G	Cat. H	Cat. I	Cat. J
Allemagne	14	7	12	21	13	21	9	4	15	15
Autriche	10	9	6	12	8	23	13	8	6	8
Belgique	19	22	7	15	27	25	15	7	1	18
Bulgarie	3	16	26	11	20	7	20	22	13	23
Chypre	11	5	8	27	7	6	17	23	21	27
Danemark	8	2	18	2	12	27	3	6	5	16
Espagne	25	17	2	16	11	12	21	17	16	6
Estonie	17	6	23	1	1	16	14	13	27	13
Finlande	4	8	15	5	14	24	2	1	12	10
France	16	18	4	7	16	17	18	9	7	17
Grèce	24	20	5	6	24	1	22	25	18	21
Hongrie	27	27	22	24	23	15	19	16	14	5
Irlande	15	11	20	19	2	5	16	14	19	25
Italie	23	24	16	9	25	10	25	15	17	2
Lettonie	26	10	27	4	18	11	12	26	26	11
Lituanie	18	13	11	17	17	9	5	24	25	24
Luxembourg	1	19	24	13	6	18	24	10	9	22
Malte	20	26	13	25	5	14	26	18	2	26
Pays-Bas	5	1	10	8	9	20	4	5	8	14
Pologne	7	25	25	14	26	3	11	21	20	19
Portugal	21	14	17	22	10	4	27	20	22	20
République slovaque	13	21	21	18	21	2	23	27	24	9
République tchèque	22	4	1	3	4	8	8	3	23	12
Roumanie	12	23	3	26	22	13	7	12	11	7
Royaume-Uni	9	12	14	20	19	22	10	19	10	3
Slovénie	2	15	19	23	3	19	6	11	3	4
Suède	6	3	9	10	15	26	1	2	4	1

Note : Cat. A Performances macroéconomiques, Cat. B Emploi, Cat. C Productivité et coût du travail, Cat. D Fonctionnement des marchés, Cat. E Cadre institutionnel et réglementaire, Cat. F Entrepreneuriat, Cat. G Education et Formation, Cat. H Economie de la Connaissance, Cat. I Cohésion sociale, Cat. J Environnement

Source : Observatoire de la Compétitivité

Source : Observatoire de
la compétitivité

Perte de compétitivité

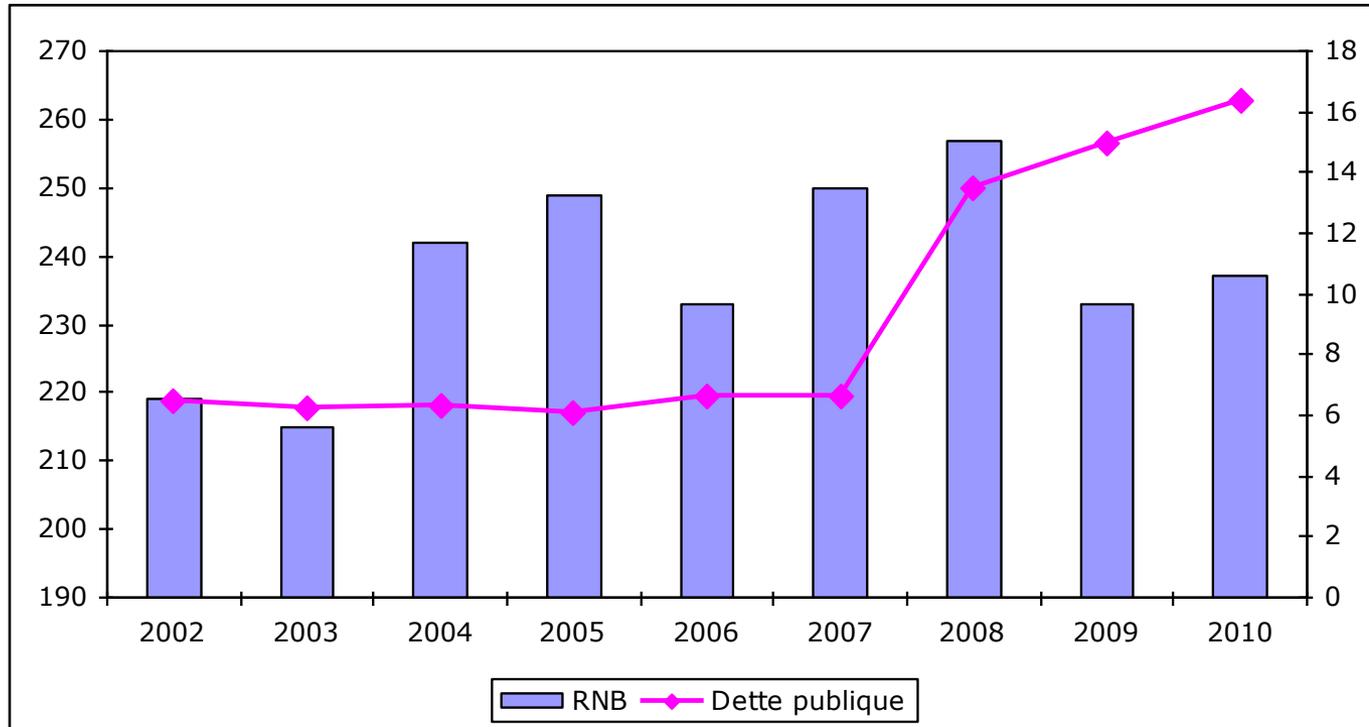
- **Analyse par catégorie d'indicateurs partagée par l'UEL**
 - **Performances macroéconomiques** (1^{ère} place) : mais RNB a diminué ainsi que le PIB et la dette publique a augmenté
 - **Emploi** (19^e place) : taux d'emploi a diminué et chômage ne manquera pas d'augmenter
 - **Productivité et coût du travail** (24^e place) : dégradation forte entre 2007 et 2008 par rapport moyenne communautaire
 - **Cadre institutionnel et réglementaire** (6^e place) : légère détérioration notamment de la « qualité de réglementation » et de l'« efficacité de l'administration »
 - **Entrepreneuriat** (18^e place) : propension à entreprendre est en baisse
 - **Education et Formation** (24^e place) : pas d'amélioration ; dépenses annuelles/élève disproportionnées par rapport aux performances
 - **Economie de la connaissance** (10^e place) : progrès réalisés, mais davantage efforts sont nécessaires

Redresser la compétitivité du Luxembourg

- **Discussions menées au sein du Comité de Coordination tripartites**
 - Paquet mesures conjoncturelles décidées par le Gouvernement : mesures à CT
- **Nécessité de mettre en place des réformes structurelles dans le but**
 - de soutenir les activités économiques
 - de favoriser le progrès économique et social
 - et ce dans l'intérêt de la cohésion sociale dans une optique de MT et LT
- **Propositions UEL : « 100 mesures » pour redresser la compétitivité et relancer l'activité économique »**

Redresser la compétitivité du Luxembourg

• Performances macroéconomiques



Source : CE

• Diminution des recettes et augmentation des dépenses de l'Etat

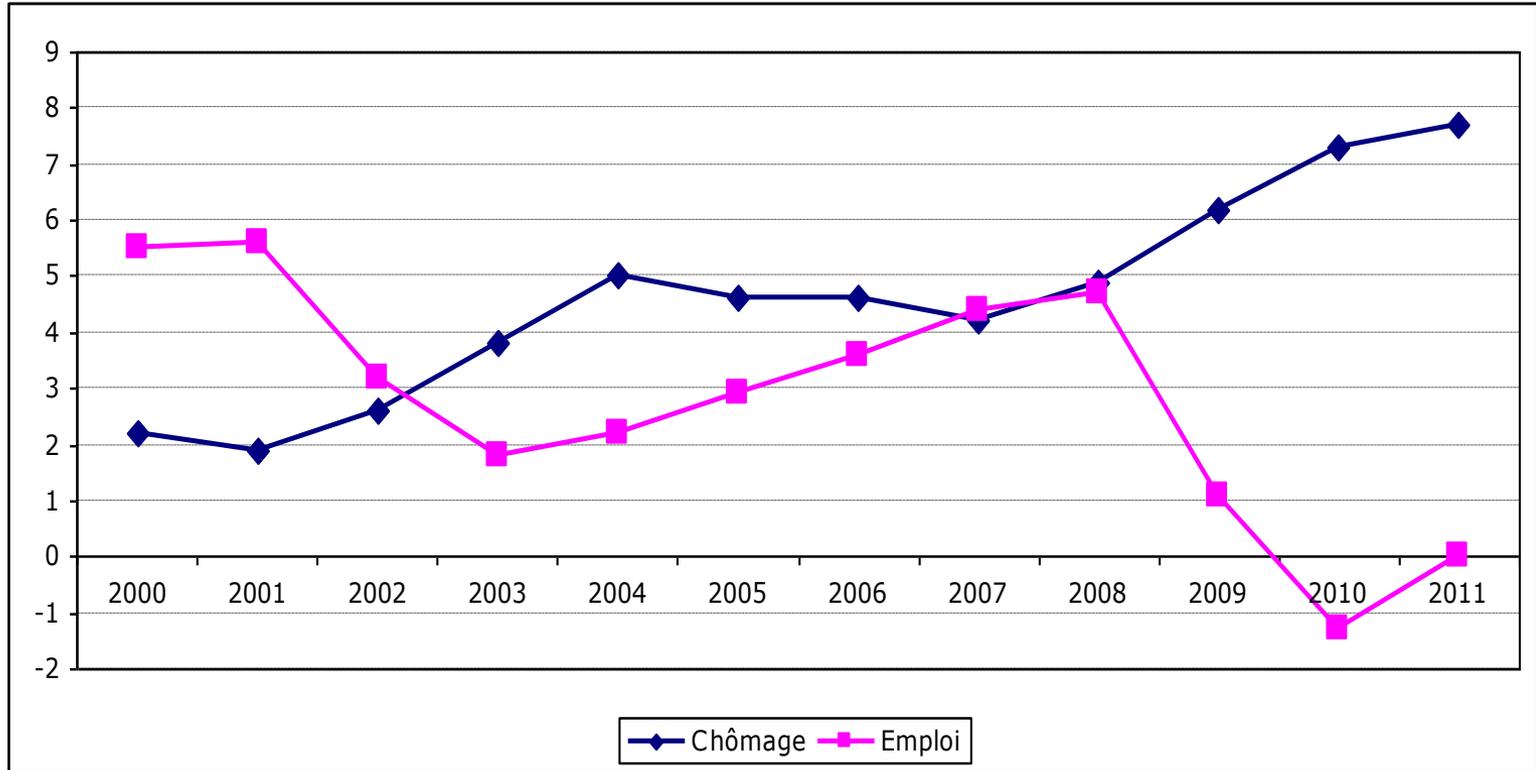
Redresser la compétitivité du Luxembourg

■ Redresser la situation des finances publiques

- Réduire l'effet ciseaux entre dépenses et recettes publiques
- Diminuer les dépenses de l'Etat
 - Plafonner les achats de biens non durables et de services
 - Renforcer la sélectivité sociale
 - Réduire les salaires de départ des fonctionnaires
 - Annuler la tranche indiciaire prévue pour 2010
 - Réformer en profondeur les systèmes de sécurité sociale pour garantir leur soutenabilité à LT (GT mis en place par le Gouvernement)

Redresser la compétitivité du Luxembourg

Evolution de l'emploi et du chômage



Source : Prévisions d'automne de la CE

Redresser la compétitivité du Luxembourg

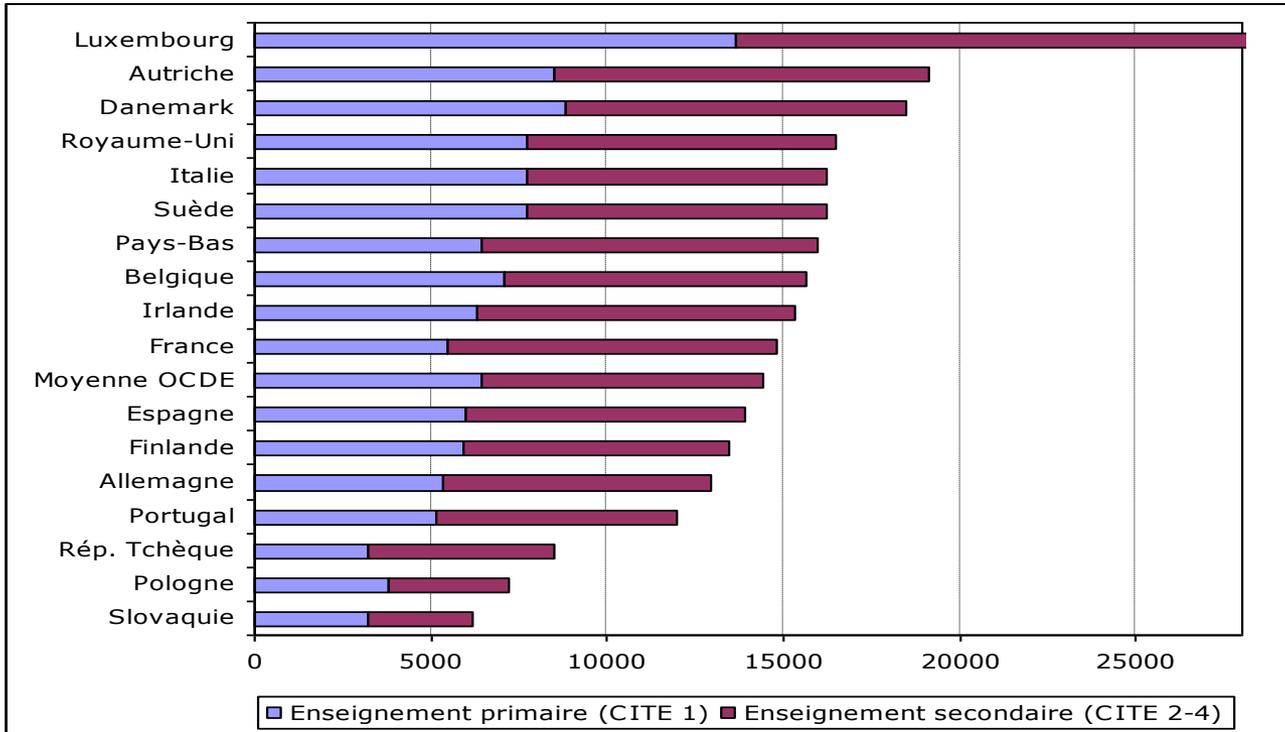
- **Mesures visant à améliorer le marché de l'emploi**
 - Flexibiliser davantage l'organisation du travail
 - Mettre fin à la dualité du marché du travail
 - Optimiser l'intermédiation sur le marché de l'emploi
 - Mesures tripartites, etc.
- **Evolution de la productivité et du coût du travail**
 - Voir sous point 2 « Compétitivité-coût »

Redresser la compétitivité du Luxembourg

- **Nécessité d'avoir un cadre institutionnel et réglementaire efficace**
 - Élément important pour l'attractivité du site luxembourgeois et de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises
 - Soutien des travaux du Comité à la simplification administrative
 - Mise en place des mesures discutées au sein du Comité tripartite (p.ex procédures commodo-incommodo, guichet unique, etc.)

Redresser la compétitivité du Luxembourg

Éducation et formation

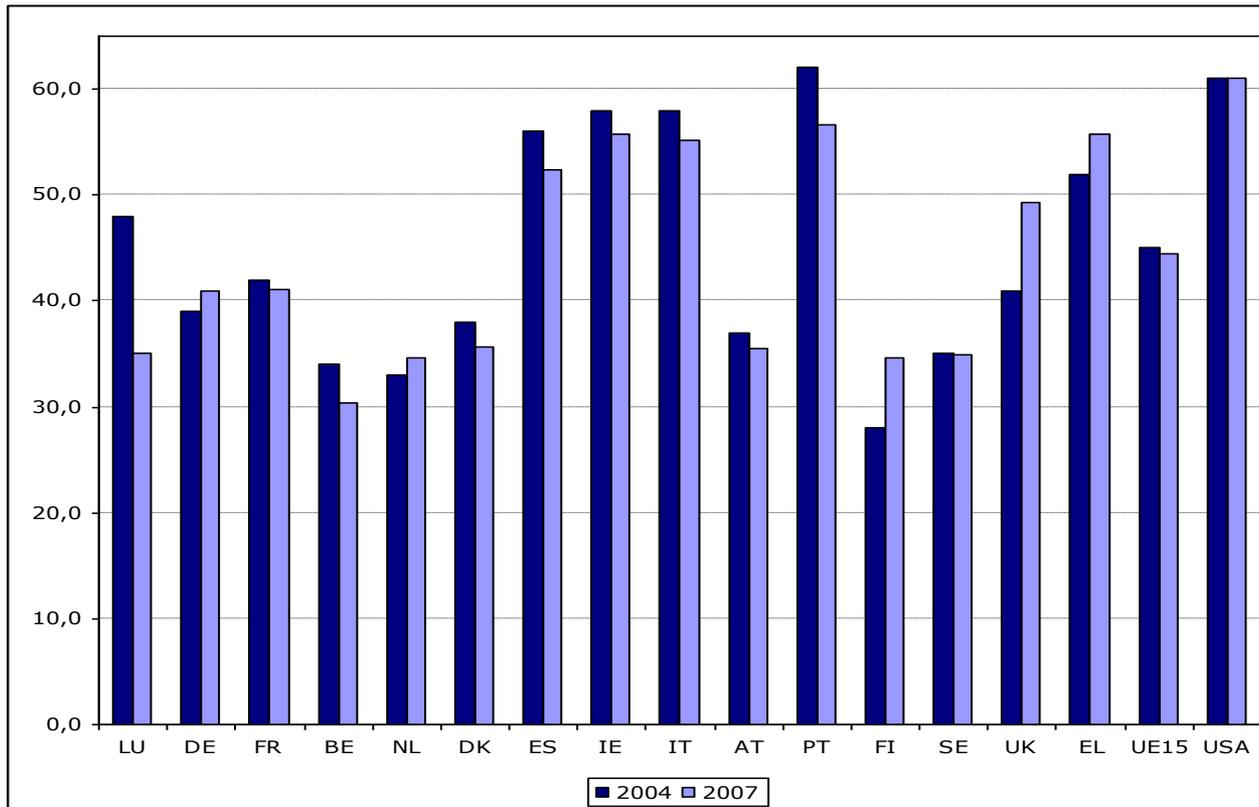


Source : OCDE

- **Nécessité d'avoir un système d'éducation et de formation performant : soutien des réformes engagées**

Redresser la compétitivité du Luxembourg

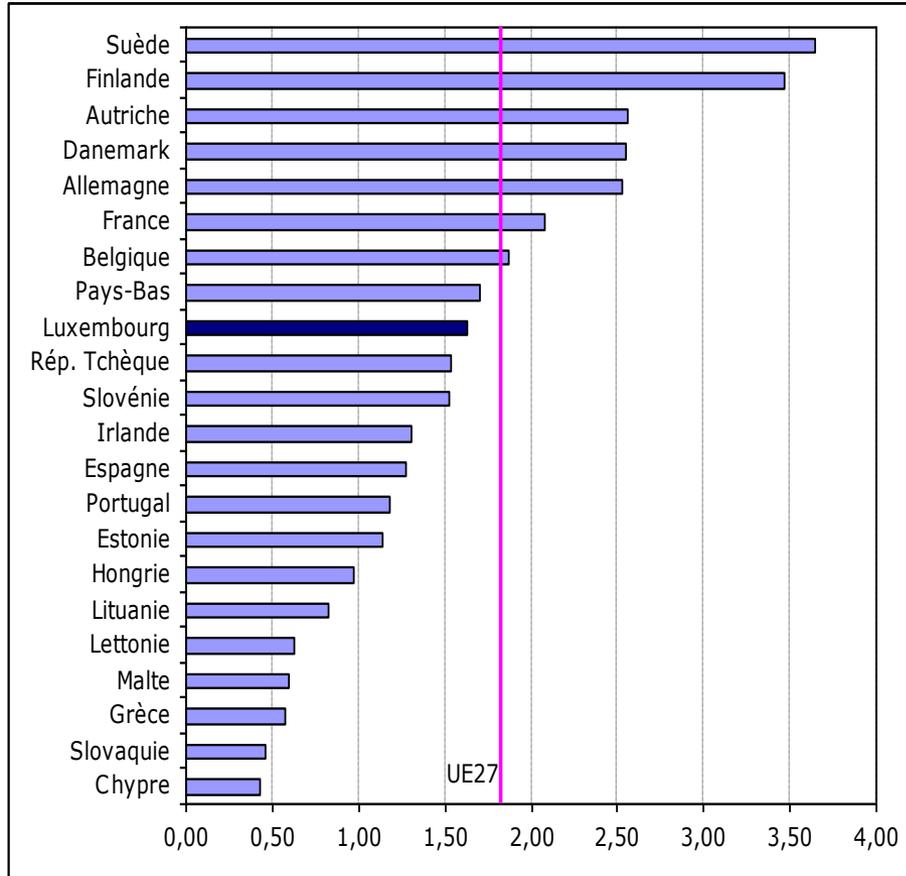
- Entrepreneuriat : stimuler davantage la dynamique de l'esprit d'entreprise (statut de l'indépendant, du dirigeant d'entreprise,...)**



Source : CE

Redresser la compétitivité du Luxembourg

• Dépenses en R&D



• Economie de la connaissance

- Progrès ont été réalisés, mais davantage d'efforts sont nécessaires
- Nécessité de soutenir la création de nouvelles activités
- Encourager l'investissement en capital risque pour les projets innovants
- Etc.

Redresser la compétitivité du Luxembourg

■ Conclusions

- Constats de l'Observatoire de la compétitivité sont partagés par l'UEL
- Mettre en place des réformes structurelles dans les meilleurs délais
- Redresser la situation des finances publiques (Recettes et dépenses de l'Etat: effet ciseaux)
- Améliorer la situation compétitive du Luxembourg : impératif pour générer de la croissance et financer notre système social



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

2. Compétitivité-Coûts

Comment appréhender la question de la compétitivité-coûts ?

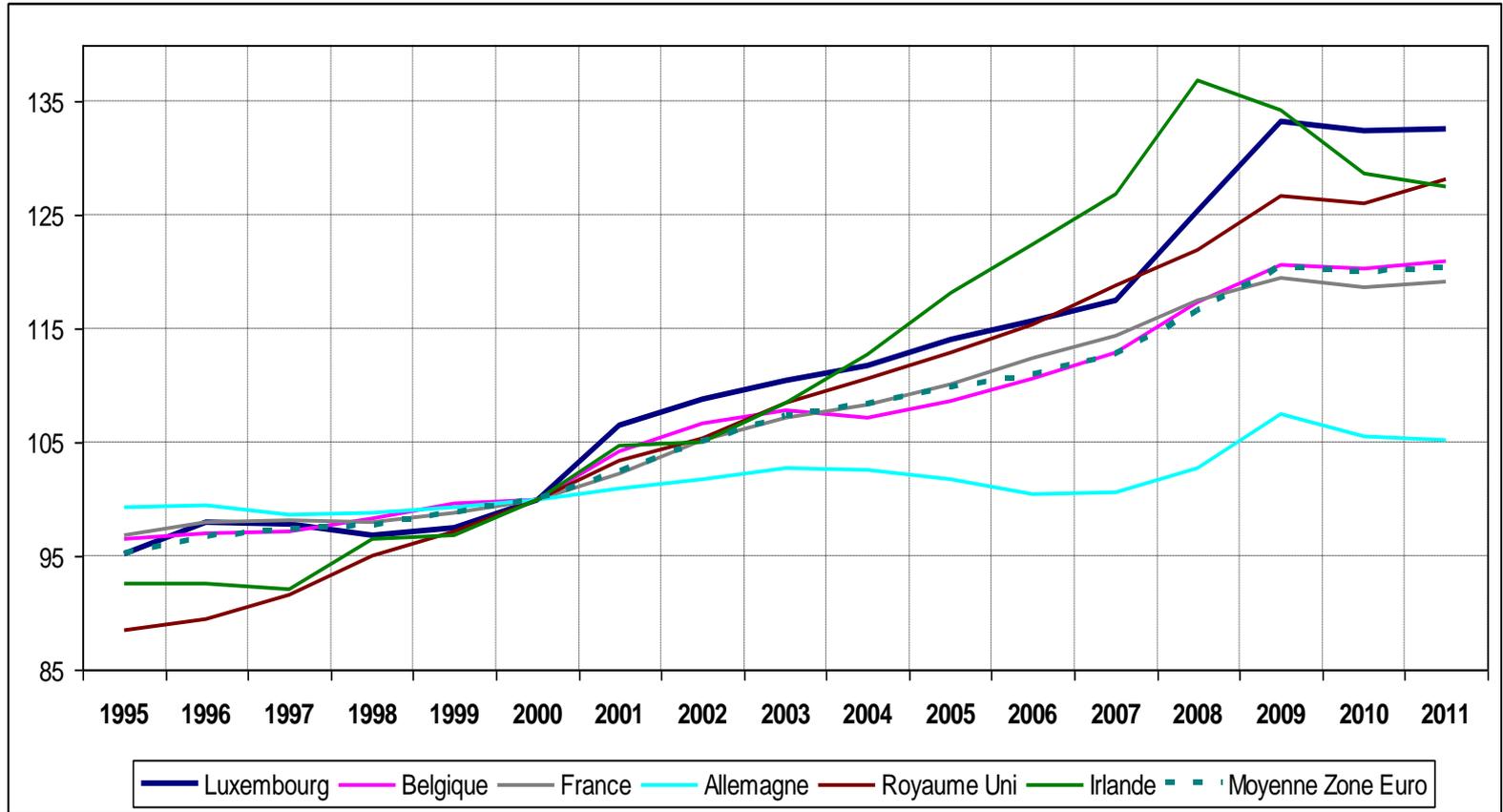
- **Le taux de change effectif réel** : instrument qui permet la comparaison au niveau macroéconomique des prix domestiques et étrangers exprimés dans une devise commune et fournit ainsi une mesure de la compétitivité. Selon que le TCE nominal est déflaté par un indicateur de prix ou de coûts, on obtient une mesure de la « compétitivité-prix » ou de la « compétitivité-coûts »
- **Définition du coût salarial unitaire (CSU)** : rapport entre coût salarial total et volume de production dans l'économie
=> lien entre coût du travail et productivité
- **Préférence méthodologique pour le CSU nominal** (rapport entre coût salarial nominal et taux de croissance de la productivité), en particulier à des fins de comparaison internationale

Taux de change effectif

- **Du point de vue nominal** : ce taux est construit comme une moyenne pondérée des différents taux de change bilatéraux entre monnaie domestique et devises étrangères des principaux partenaires commerciaux (pondération basée sur le poids relatif de chacun de ces partenaires dans les échanges de B&S)
- **Du point de vue réel** : il y a lieu de distinguer entre le TCER fondé sur l'optique prix (mesure du rapport entre prix domestiques et prix étrangers) et le TCER optique coûts (cf. CSU)

CSU nominal *versus* CSU réel

- **Définition du CSU réel** : rapport entre la variation du coût salarial réel (salaires nominaux déflatés par les prix) et le taux de croissance de la productivité
- **Aspects méthodologiques** : le déflateur de PIB dépend de la volatilité, souvent importante, des termes de l'échange (marché des changes) => phénomène de contamination du CSU réel par ledit déflateur, surtout depuis 2004
- **Prendre le CSU réel pour ce qu'il est**, càd. un outil complémentaire du CSU nominal et qu'il faut manier avec prudence pour le cas du Luxembourg

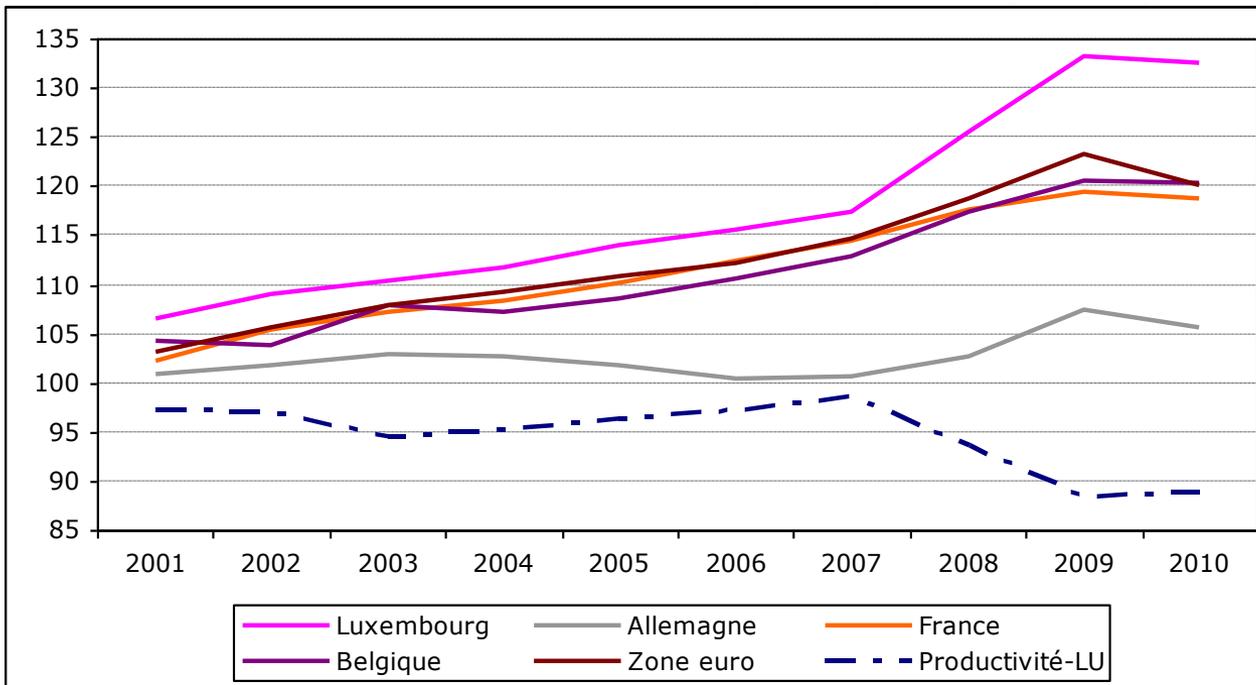


Une productivité qui baisse pour des raisons conjoncturelles et structurelles au Luxembourg

- **En temps de crise, la contraction de l'activité entraîne une baisse mécanique de la productivité**
- **Aspects structurels**
 - Cadre légal, fiscal et réglementaire
 - Fonctionnement des marchés (cf. marché du travail, ...)
 - Recherche et d'innovation (lien entre innovation, productivité et croissance endogène)
 - Education et formation
- **Cf. problématique de l'inflation au Luxembourg : un ralentissement conjoncturel de la hausse des prix (mais une inflation sous-jacente encore élevée) qui risque d'être suivie d'une recrudescence une fois la reprise économique effectivement amorcée**

Redresser la compétitivité du Luxembourg

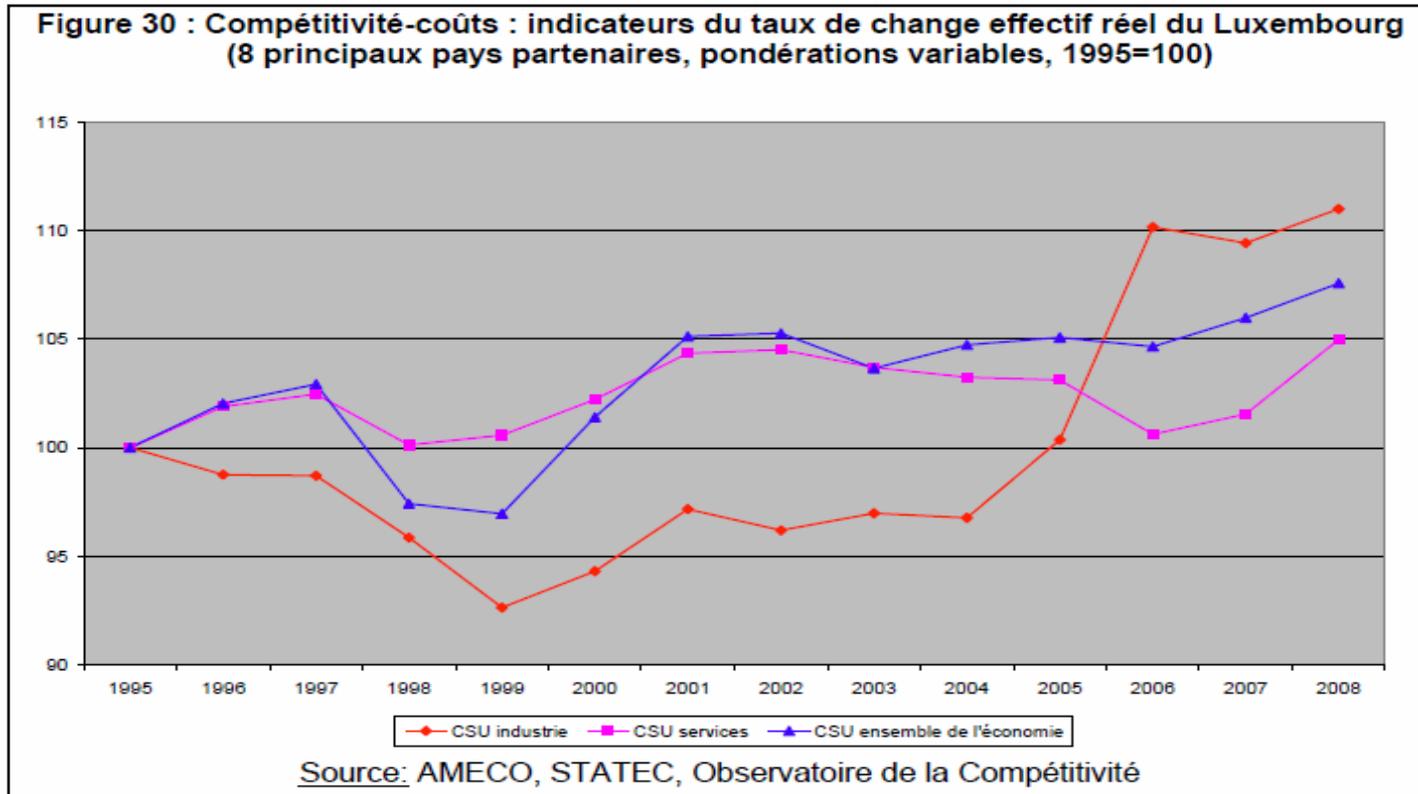
- Productivité du Luxembourg et coût salarial unitaire nominal dans les pays de la Grande Région et en zone euro



Source : CE

- Garantir une évolution des salaires qui n'excède pas celle de la productivité du travail

Evolution de la compétitivité-coûts



Compétitivité-Coûts

■ **Compétitivité-coûts du Luxembourg se détériore par rapport à ses partenaires sociaux**

- Perte de compétitivité par rapport à ses pays voisins
- Tendence qui dure depuis près de 10 ans
- Nécessité de mettre en place une politique visant à améliorer la compétitivité-coûts des entreprises

Compétitivité-Coûts

■ Propositions de l'UEL

- Convenir d'une politique salariale dans secteur privé et public qui tienne compte
 - de la gravité de la crise
 - du niveau du coût salarial à l'étranger
 - de la productivité
- Revoir le système d'indexation des salaires
 - Compte tenu du contexte pas encore avéré de reprise économique, la tranche prévue pour 2010 comporte des risques importants eu égard à la compétitivité
 - Limiter le cas échéant son application à 1,5 x SSM
 - Mettre en place un indice plus pertinent, du type par exemple de l'indice santé belge
 - Système actuelle est difficilement explicable aux décideurs étrangers installés au Grand-Duché
- Ne pas augmenter les prélèvements sociaux obligatoires
- Respecter davantage les mécanismes de marché en matière de formation des salaires



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

3. Les benchmarks et l'analyse de compétitivité comparée

Intérêt de l'analyse comparée de la compétitivité

- Globalisation des économies => meilleure comparabilité des aspects qualitatifs et quantitatifs, meilleure visibilité des facteurs d'attractivité des économies
- L'enjeu de diagnostiquer les forces et faiblesses du Grand-Duché en identifiant les « *facteurs qui offrent des avantages compétitifs aux territoires* » (cf. Bilan de compétitivité)
- Proposer le cas échéant des mesures correctrices pour maintenir, voire renforcer la compétitivité

Les classements et indicateurs les plus connus

- **The Global Competitiveness Report (World Economic Forum - WEF) Perte de compétitivité par rapport à ses pays voisins**
 - 133 pays – des indicateurs regroupés en 12 piliers répartis entre exigences de base, facteurs d'amélioration de l'efficacité et facteurs d'innovation et de sophistication
 - Facteurs « hard » et facteurs « soft »
 - Amélioration de la position compétitive relative (de la 25^e à la 21^e place)
- **The World Competitiveness Yearbook (Institute for Management Development - IMD) Perte de compétitivité par rapport à ses pays voisins**
 - 57 pays – des indicateurs relatifs à la performance économique, à l'efficacité gouvernementale, à l'efficacité des marchés et aux infrastructures
 - Déclassement du Luxembourg de la 5^e à la 12^e position

La Chambre de Commerce est coordinateur des études précitées pour le Grand-Duché de Luxembourg

Mise à jour des principaux indicateurs synthétiques de compétitivité et de croissance par rapport au Bilan Compétitivité 2009

	N°	World Economic Forum	IMD	Heritage Foundation	Commission européenne
		<i>GCI</i>	<i>GCI</i>	<i>Economic freedom</i>	<i>SII</i>
		2009-2010	2009	2009	2008
+	1.	Suisse	Etats-Unis	Hong-Kong	Suisse
	2.	Etats-Unis	Hong-Kong	Singapore	Suède
	3.	Singapour	Singapour	Australie	Finlande
	4.	Suède	Suisse	Irlande	Allemagne
	5.	Danemark	Danemark	Nouvelle Zélande	Danemark
	6.	Finlande	Suède	Etats-Unis	Royaume-Uni
	7.	Allemagne	Australie	Canada	Autriche
	8.	Japon	Canada	Danemark	Irlande
	9.	Canada	Finlande	Suisse	Luxembourg (-2) ²⁵
	10.	Pays-Bas	Pays-Bas	Royaume-Uni	Belgique
	11.	Hong-Kong	Norvège	Chili	France
	12.	Taiwan	Luxembourg (-7)	Pays-Bas	Pays-Bas
	13.	Royaume-Uni	Allemagne	Estonie	Chypre
	14.	Norvège	Qatar	Islande	Islande
	15.	Australie	Nouvelle Zélande	Luxembourg (0)	Estonie
	16.	France	Autriche	Bahrein	Slovénie
	17.	Autriche	Japon	Finlande	République tchèque
	18.	Belgique	Malaisie	Mauritius	Norvège
	19.	Corée	Irlande	Japon	Espagne
	20.	Nouvelle Zélande	Chine	Belgique	Portugal
	21.	Luxembourg (+4)	Royaume-Uni	Macao	Grèce
	22.	Qatar	Belgique	Barbados	Italie
	23.	Emirats Arabes Unis	Taiwan	Autriche	Malte
	24.	Malaisie	Israel	Chypre	Hongrie
-	25.	Irlande	Chili	Allemagne	Slovaquie

Evolution de la compétitivité luxembourgeoise au vu des classements internationaux

Dégradation de la position compétitive depuis 2004



Conclusion

Certaines faiblesses méthodologiques des études internationales (qualité des sources, choix des indicateurs, calcul d'indicateur synthétique), mais :

- **Intérêt des études qui tiennent compte de l'avis des entreprises => un avis qui est essentiel pour appréhender la sphère économique réelle**
- **L'intérêt des études et benchmarks internationaux est réel dans un monde globalisé dans une approche « best practice »**
- **Outils de promotion et instruments d'analyse importants pour les investisseurs étrangers**
- **Un enjeu crucial : visualiser les dimensions structurelles, identifier des faiblesses structurelles, pour en dégager des solutions d'améliorations**